

# MÉMOIRE

DES

ÉTUDIANTS UNIVERSITAIRES

DE ROUMANIE

RELATIF À LA SITUATION DES ROUMAINS

DE

TRANSILVANIE ET DE HONGRIE



BUCAREST

LITHO-TYPOGRAPHIE CAROL GÖBL

16, STRADA DOAMNEI, 16.

1891



# MÉMOIRE

DES

ÉTUDIANTS UNIVERSITAIRES DE ROUMANIE

BCU Cluj / Central University Library Cluj

# MÉMOIRE

DES

ÉTUDIANTS UNIVERSITAIRES

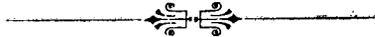
DE ROUMANIE

RELATIF À LA SITUATION DES ROUMAINS

DE

TRANSILVANIE ET DE HONGRIE

BCU Cluj / Central University Library Cluj

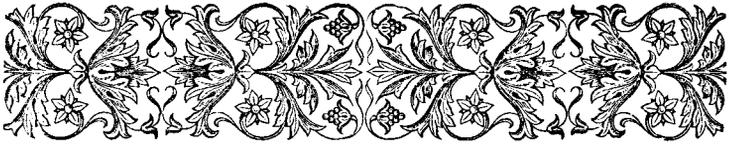


BUCAREST

LITHO-TYPOGRAPHIE CAROL GÖBL

16, STRADA DOAMNEI, 16.

1891



## I.

La solidarité d'intérêts du monde moderne est telle qu'un déséquilibre partiel peut en entraîner un général. C'est ce qui nous porte à faire connaître à la société européenne une anomalie qui mérite d'attirer l'attention sérieuse de tous ceux qui s'intéressent au progrès social de notre continent. Il s'agit d'un conflit qui existe dans la monarchie austro-hongroise entre la direction de la civilisation chez les Roumains, direction tout à fait moderne par son esprit d'humanité et de libéralisme, et celle qui domine parmi les Magyars et qui leur inspire des agissements tout à fait étrangers à notre tempérament européen; il se peut que de ce conflit résultent des complications dont l'étendue et la gravité peuvent difficilement être appréciées dès aujourd'hui.

Quoi qu'il arrive, nous croyons qu'il est de l'intérêt général que la situation soit claire et nette, et nous désirons d'autant plus faire la lumière sur cette question.

que nous sommes assurés de servir par là la cause de la paix et les intérêts de l'Europe civilisée.

Il est sans doute d'une grande importance que les écrivains, que les personnages politiques, que tous ceux enfin qui sont appelés à analyser les questions sociales contemporaines, connaissent, dans ses détails les plus intimes, tout ce qui se passe sur notre continent; mais il est d'une importance encore plus grande, pour le temps présent, de connaître l'enchevêtrement compliqué et obscur des événements qui se passent dans les coulisses des petits États de l'Orient. Nous faisons partie de ces peuples de l'Orient; en tant que Roumains, nous avons, avant tous les autres, le droit, et aujourd'hui nous avons même le devoir de prendre la parole.

Nous ne nous adressons point au monde officiel, aux diplomates de l'Europe; ils sont en petit nombre et dans la société moderne leur rôle devient de plus en plus borné; ils ne s'appartiennent plus, et tout en gardant une vieille dénomination, ils redeviennent les représentants des peuples, au lieu de rester ceux de leurs maîtres. Nous nous adressons à ceux qui peuvent parler et travailler avec plus de liberté, au monde non-officiel, à la presse, et, en spécial, à la jeunesse universitaire qui est l'Europe de demain. C'est à elle surtout que nous parlons, car fatalement elle devra tôt ou tard se prononcer sur cette question, et parce que c'est d'elle que nous attendons l'appréciation la plus généreuse et la plus impartiale, comme n'étant pas encore sous la pression des considérations officielles, qui font souvent

que certaines raisons spéciales pèsent d'un poids inégal dans la solution des questions d'un ordre souvent très impérieux.

Tels sont les motifs pour lesquels nous croyons qu'il est opportun, et dans notre manière de voir, qu'il est même obligatoire de nous adresser surtout au public universitaire, ce parlement de l'intelligence européenne. Comme nous ne voulons que répandre la lumière sur une situation, soit inconnue, soit mal connue, nous reconnaissons qu'eu égard à la qualité de nos juges, notre tâche est facile: nous exposerons les faits, et ce sont eux qui parleront; le commentaire en sera fait par le juge lui-même. Nous ferons donc brièvement et clairement l'histoire de ce conflit; nous n'avons pas besoin de recourir à des subtilités de rhétorique pour appuyer des affirmations que les faits ne prouveraient point suffisamment.

C'est la lumière que nous voulons, et l'Europe civilisée accueillera, nous en sommes sûrs, nos efforts avec intérêt et sympathie. Nous sommes, nous autres Roumains, les disciples de l'Occident; c'est vers lui que nous tournons nos regards; c'est lui que nous voulons pour juge; c'est à lui que nous venons faire notre confession.

Qui sommes-nous entre les peuples de l'Europe? Vers le commencement de l'ère chrétienne, la frontière de l'empire Romain du côté du Danube se vit menacée par un ennemi imposant par son courage et ses forces.

C'étaient les Daces, maîtres de la forteresse naturelle,

formée par les Carpathes. Les Romains durent se défendre, et César, le conquérant des Gaules, prit la résolution de faire une expédition au-delà du Danube. Mais le dictateur tombe sous les poignards des conjurés et avec lui disparaît le projet d'une guerre contre les Daces. Ceux-ci restent debout, et même, en 86 de notre ère, ils battent les Romains et leur imposent un tribut.

Plus tard, en 101, l'empereur qui régnait alors à Rome, Ulpus Trajan, refuse de payer ce tribut ignominieux, et passe le Danube, à la tête de ses légions, pour tirer vengeance des Daces. Ceux-ci sont battus et promettent de rester les amis des Romains.

Mais, à peine l'empereur s'est-il éloigné que Décébal, le roi des Daces, fait de nouveaux préparatifs, et cherche des alliés pour recommencer la guerre. Ayant à cœur la paix de son peuple, l'empereur se décide alors à anéantir la puissance des Daces, et à *faire du groupe oriental des Carpathes une forteresse pour la défense des frontières du nord.*

Parti avec cette pensée, il jette sur le Danube un pont dont les piliers se voient encore aujourd'hui sur les bords du fleuve, et en même temps il ouvre vers les défilés des Carpathes des voies romaines dont les traces se voient même aujourd'hui dans notre pays. Les Daces sont vaincus, leur puissance est brisée et leur pays est déclaré province romaine (106.)

Comme par tout pays, les Romains ont assuré ici, dans les Carpathes, leur domination par une foule de camps établis autour des Carpathes, et au cœur de la

Transylvanie actuelle, par les colonies et surtout par les vétérans légionnaires. Jusqu'à aujourd'hui nous appelons les vieillards *bêtrâni* (vétérans), ce qui prouve qu'autrefois chez nous les vieillards étaient surtout des hommes vieillis dans les camps. Les empereurs romains ont témoigné une sollicitude spéciale à la nouvelle province qui devint rapidement une des plus romaines, — car dans ce pays la civilisation romaine ne rencontrait aucun rival, — et l'une des plus florissantes; trente ans après la conquête, les médailles nous prouvent qu'elle prenait le titre de *Dacia felix*. Mais cet heureux état ne pouvait durer longtemps; l'empire, attaqué de tous les côtés par les barbares, recule de plus en plus ses frontières et laisse en dehors de lui ses provinces qu'il ne peut plus défendre. C'est ce qui arriva pour la Dacie. En effet, en 270, alors que les invasions deviennent de plus en plus violentes et que Zénobie, reine de Syrie, cherche à retirer l'Asie de sous la domination romaine, l'empereur Aurélien, ayant besoin de son armée en Orient, retire les légions de Dacie, comme plus tard les Romains les retireront des autres provinces qui seront successivement occupées par les barbares.

Qu'advint-il de cette province ainsi délaissée?

Pendant près de 800 ans, l'élément roumain de la Dacie s'éclipse. Pendant ce temps, dans leur pays, l'on voit tour à tour passer les Goths, qui sont chassés par les terribles Huns, les Slaves, les Gépides, les Alains, les Vandales, les Lombards, les Bulgares, les Avars, les Petchénègues, les Magyars, les Cumans et les Tar-

tares. La malheureuse province est la porte par laquelle sont entrés tous les peuples qui ont épouvanté l'Europe, de sorte qu'elle a dû toujours souffrir la douleur du premier choc.

Les provinces romaines d'Occident ont été attaquées par les peuples allemands, dont les uns avaient embrassé la religion chrétienne et avaient déjà mitigé leur barbarie en Orient ; tout au contraire, la Dacie, en outre des invasions des peuples allemands, a eu encore à souffrir de la fureur des peuples touraniens, qui n'ont qu'en passant affligé l'Occident de l'Europe, et sont ensuite venus planter leurs tentes auprès de nous, comme ont fait les Huns, les Avars et les Magyars. Et non-seulement la furie et la terreur des invasions barbares a été chez nous plus grande que dans tout autre pays de l'Europe, mais elles ont encore duré sur le Danube beaucoup plus que partout ailleurs : elles ont duré dix siècles.

La terre d'Europe n'a cependant été favorable qu'aux peuples qui y ont pris naissance ; le torrent des barbares touraniens, que l'Asie avait reversé sur l'Europe, s'est écoulé, ne laissant à sa suite qu'une seule île de Touraniens.

Ce sont les Magyars, nos voisins depuis 894 jusqu'à aujourd'hui ; ils sont les seuls, si nous faisons abstraction du peuple tartare qui n'a pas d'importance européenne et des tard-venus, les Turcs, peuples qui tous deux se sont arrêtés aux confins de l'Asie.

Qui a défendu les Roumains contre ce furieux torrent continu de barbares ? Leur position géographique, la chaî-

ne des monts Carpathes et ses nombreuses ramifications, qui avaient imposé tant de travaux et avaient causé tant d'ennuis même aux armées régulières des Romains, alors qu'ils étaient venus s'emparer de la Dacie.

En effet, au XIII-e siècle, après que se retirent les derniers envahisseurs, les Mongols, l'on voit, de partout, sortir des vallées des Carpathes, une race qui parle une langue apparentée au latin rustique, et qui ressemble, par ses coutumes, aux anciens Romains. En peu de temps, elle s'étend du pied des Carpathes jusqu'au Danube et au Dniester, pour former plus tard deux grandes principautés, celle de *Moldavie*, entre les montagnes et le Dniester et celle de *Valachie*, entre les montagnes et le Danube. De l'autre côté des montagnes, les Roumains avaient déjà, lors de l'arrivée des Magyars, au IX-ème siècle, quatre principautés, qui, par suite des luttes contre les Madgyars, devinrent vassales, en sauvegardant leur autonomie par les traités conclus avec eux. C'est ainsi que l'élément roumain s'est étendu de plus en plus, de sorte que les vieilles possessions des Romains tombèrent de nouveau au pouvoir de ces héritiers de la Rome antique.

Durant leur long séjour dans les vallées des Carpathes, les Roumains ont perdu les formes latines de la vie politique, de sorte qu'en descendant dans la plaine ils se virent contraints d'emprunter aux Slaves leurs formes d'organisation, et ont même adopté la langue slavone comme langue officielle et langue d'église, de même que, par exemple, les Anglais avaient adopté la langue française et pendant longtemps l'Europe entière le latin. C'est ainsi que;

dès le début, dès l'époque où les Roumains cherchèrent à consolider leur organisation sous la forme de Principautés, ils ont eu à lutter contre des influences qui nous étaient étrangères, ceux des Principautés contre les Slaves, et nos frères restés en Transylvanie contre les Magyars.

Un nouvel ennemi allait apparaître.

Ce n'était point assez pour l'Europe les hordes des barbares, qui s'étaient jetées sur l'empire romain; il fallut que le moyen-âge eût aussi ses invasions, celle des Arabes en Espagne, lesquels furent repoussés par les Français et les Espagnols; en Orient, celle des Turcs, qui passent en Europe, alors que les Arabes se retirent en Afrique.

Pour cette fois aussi, le sort le plus lourd pesa sur les pays du Danube. Appelés par les intrigues des Byzantins, les Turcs passent en Europe, et en peu de temps écrasent les Serbes et les Bulgares, pour venir s'arrêter au Danube, en face des Roumains. L'Occident chrétien effrayé envoie ses armées à Nicopolis, pour s'opposer aux Turcs, et les princes roumains combattent à côté des Occidentaux. Bajazet Ildirim (la foudre), le Sultan des Turcs, écrase les chrétiens. Toutefois les Roumains, par leur courage,—car dans leur pays les Turcs furent vaincus,—et par leur entente politique, ont su empêcher les Turcs de franchir le Danube, de sorte que jamais dans notre pays les Musulmans n'ont pu s'établir, et que jamais le torrent asiatique n'a pu dépasser la ligne du Danube. Se butant contre les Roumains sur le Bas-Danube, les Turcs durent se porter vers le Haut-Danube, où ils rencontrèrent les Magyars. Ce fut toutefois encore un Roumain, *Jean Corvin de Hunyadi*, qui conduisit

dans le royaume de Hongrie la lutte contre les Turcs et un autre Roumain, *le roi Mathias Corvin*, qui organisa l'état hongrois et l'affermi par l'élévation du niveau de la culture et par son amour de la justice, et le mit en état de résister à l'invasion turque. Mais, bientôt après la mort du roi Mathias, la Hongrie tombe et la domination turque s'étend jusque près de Vienne; tandis que des traités avaient mis fin à nos luttes avec les Turcs, c'étaient des pachas qui commandaient à Timișoara (Temesvar), à Bude, à Gran et à Egger. Pour nous, les Turcs ont été de mauvais voisins, redoutables par leurs déprédations; ils n'ont jamais été nos maîtres. Mais les Roumains ont payé chèrement leur autonomie nationale, car outre qu'ils avaient à lutter contre les Turcs, au Sud, c'est-à-dire sur le Danube, ils avaient encore à combattre, à l'est, les Tartares du Boudjac, ceux de Crimée et les Cosaques de Kiew. Tous ces peuples nomades vivaient en grande partie du butin qu'ils faisaient dans les riches campagnes roumaines; chaque année, notre pays était à plusieurs reprises devasté par des hordes sauvages qui apparaissaient comme un orage et s'enfuyaient, avec leur butin et les esclaves qu'ils avaient faits, aussitôt qu'ils sentaient que l'armée du pays s'était rassemblée. En même temps les Roumains avaient à lutter contre les rois de Pologne, qui voulaient étendre leur domination jusqu'au Danube, et contre les puissants sultans des Turcs qui ne pouvaient se faire à l'idée qu'alors qu'ils s'avançaient contre Vienne, ils laissaient ici, derrière eux, sur le Danube, un peuple chrétien, encore

insoumis et possédant ses princes, son armée et ses institutions européennes.

C'est ainsi que, luttant sans cesse, répandant toujours son sang et ses richesses pour échapper à la domination asiatique, le peuple roumain est resté en arrière, s'est appauvri, en est arrivé à l'abandon de toute culture. A Cossova, les princes roumains avaient chacun 40,000 combattants ; après la chute de Constantinople, l'armée la plus forte de la Valachie n'était que de 20,000 h. ; après la bataille de Lépante, Michel le Brave, le plus guerrier de tous nos princes, avait une armée composée en grande partie de mercenaires, rassemblés de tous les pays voisins. Les fertiles campagnes de notre pays deviennent des déserts, et ce n'est que dans l'angle des vallées des Carpathes que les Roumains conservent le foyer et les institutions de leurs aïeux.

C'est là qu'en arrivèrent, à force de sacrifices, ces Roumains, dont, pour mettre une digue à la puissance Ottomane, l'amitié était, aux XIV-e et XV-e siècles, recherchée par les Perses et par Venise, alors reine des mers.

L'influence slavone dans l'église et dans l'administration, que nous avons reçue lors de notre immigration des montagnes, se continue encore longtemps et les Roumains, au milieu de luttes continuelles et si désastreuses, n'ont pas la force de reprendre le cours du développement de leur civilisation, dans le sens légitime de la latinité.

Mais, dans la contrée-mère, en Transylvanie, il était resté des Roumains qui avaient mieux conservé leur civilisation latine. Quoiqu'gémissant sous une lourde oppression, ce

pendant, comme ils vivaient en contact avec les Saxons de Transylvanie,—les seuls représentants en Orient de la civilisation occidentale, — ils en arrivent, vers la fin du XVI-e siècle, à traduire en roumain les livres d'église, les font paraître dans l'imprimerie des Saxons, et c'est ainsi que commence la littérature roumaine et notre développement national.

C'est ainsi qu'a commencé la Renaissance de notre patrie.

Echappant à l'influence slavone, mais se trouvant encore sous l'influence politique des Turcs, les Roumains tournent leurs regards vers l'Occident, qui, pour eux, était l'Autriche et la France, seuls pays qui avaient des relations suivies avec nos voisins les Turcs. Dès le XVI-e siècle, les Roumains recherchent l'alliance politique de l'Occident et cette tendance dure jusque vers le commencement du XVIII-e siècle, lorsqu'apparaît sur la scène politique de l'Europe l'empire des Tzars. C'est alors que les Roumains détournent leurs regards de l'Occident, travaillé par les préludes de la grande Révolution, pour les reporter vers la Russie, qui commence sur notre territoire à disputer aux Turcs la péninsule balcanique, et nous promet, à nous, ou nous impose son amitié.

La puissance turque était à son déclin, mais celle des Russes s'élevait, et le sort nous exposait à subir de nouveaux malheurs, de nouvelles violences. C'est sur notre territoire que se livre ce duel gigantesque, qui a fait tant de mal à l'Europe et lui cause encore tant d'inquiétudes. Les Russes sont battus à leur premier choc contre les Turcs, mais l'un des princes roumains avait lutté dans

leurs rangs et l'autre était soupçonné de sympathies pour la Russie; le désir de la vengeance aussi bien que leur propre intérêt poussèrent les Turcs à nous imposer, en violation des traités que nous avons conclus avec eux, des princes étrangers, créatures du Sultan, détritrus de la corruption byzantine.

C'est alors que commence, pour la vie politique des Roumains, une nouvelle éclipse qui dure un siècle. Le sérail des sultans nomme nos princes, et ces étrangers, pour se maintenir dans la position gagnée au prix des richesses et des flatteries, servaient qui les servait : témoins du duel entre les Russes et les Turcs, ils favorisaient tantôt les uns, tantôt les autres, d'après leur propre intérêt; quoique nommés par les Turcs, ils se rapprochaient des Russes toutes les fois qu'ils sentaient que leur propre influence diminuait à Constantinople; plusieurs guerres entre Russes et Turcs ont été causées par la politique double et personnelle de ces étrangers. Ils deviennent le ferment qui produit un grand nombre de complications de la politique orientale, lesquelles ont coûté à l'Europe beaucoup de sacrifices inutiles, et à nous, la perte de deux provinces, la Bessarabie et la Bucovine.

Mais, s'ils ont été une cause de perte pour l'Europe entière, c'est incontestablement à notre pays qu'ils ont fait le plus de mal, car pour s'y maintenir, eux qui y étaient venus de par la volonté étrangère, ils ont été contraints d'amener à leur suite un essaim de subalternes qui ont étouffé le pays. Etrangers à la contrée, ils ont eu à son égard une conduite de marâtre, l'ont exploitée sans pitié et, en outre

des désastres des guerres, si longues, d'entre les Russes et les Turcs, notre pays a eu le malheur d'être encore la proie de l'avidité sans bornes de ces Byzantins de la décadence. L'influence politique de ces princes étrangers, amena l'introduction de la langue grecque dans l'église et dans l'administration: ce fut une seconde époque d'influence étrangère.

Il était réservé aux Roumains de la mère-patrie, la Transylvanie, dont le secours et l'initiative nous avaient fait échapper à l'influence slavone, il leur était réservé à eux de nous secourir également dans la réaction contre cette nouvelle influence.

Les Roumains de Transylvanie, alors que nos pères étouffaient sous le joug des Grecs du Phanar, ont reçu de Vienne et de Rome la civilisation occidentale et l'ont propagée aux bouches du Danube.

En face de notre Université se dresse la statue de *Georges Lazar*, Roumain de Transylvanie, comme témoignage de souvenir et de pieuse reconnaissance envers nos frères d'au-delà des Carpathes, qui, dans des temps difficiles pour le Roumanisme, ont tenu haut et ferme le drapeau de la nation et de la civilisation roumaine.

Comme on le voit de ce qui précède, notre pays, par sa position géographique, a été le pays d'Europe dont la vie a été le plus troublée.

De l'an 100 jusqu'en 1300, notre terre a été foulée par les hordes barbares qui ont porté l'effroi jusqu'au fond de l'Europe. Depuis cette date, nous avons eu à souffrir des invasions plus systématiques, mais d'autant plus dange-

reuses, des Turcs, et enfin, affaiblis par nos luttes, nous avons été destinés à souffrir, depuis 1700 jusqu'à nos jours, des brutalités si peu chrétiennes des Slaves.

A l'influence sociale des Slaves et des Grecs Byzantins, nous avons échappé grâce à l'aide des Roumains de Transylvanie ; de l'influence politique des Turcs et des Russes nous avons été, en notre siècle, débarrassés par l'intérêt de l'Europe, ses sympathies pour nous, et notre sang même que nous avons abondamment versé, dans la dernière guerre, sur les champs de bataille de la Bulgarie.

Les Roumains se sont sacrifiés, ont lutté, souffert, patienté, jusqu'à ce qu'enfin nos superbes voisins de jadis qui étaient un obstacle à notre paisible développement, ont, chacun à son tour, disparu de la vie de l'histoire. Les Cosaques, les Tartares ne pillent plus nos campagnes, n'incendient plus nos villes et nos villages, ne traînent plus en captivité nos parents et nos frères. Il n'y a plus de rois de Pologne. Les orgueilleux Sultans des Turcs, qui attaquaient même les portes de Vienne et menaçaient de conquérir l'Europe, ne dominent plus aujourd'hui que sur un petit coin de la terre d'Europe, et cherchent un gué qui leur permette de faire sur l'Asie leur retraite définitive *Et, au milieu de la ruine de nos malheureux voisins de jadis, nous seuls, Roumains, nous sommes restés debout, et nous serons peut-être bientôt la seule preuve qui rappelle leur grandeur éteinte.*

Délivrés de nos maux sous la sage protection de l'Occident qui a trouvé en nous un facteur de la civilisation, un facteur politique d'une grande importance en Orient,

sous la conduite de nos hommes d'Etat qui ont reçu l'éducation dans les grandes capitales de l'Europe, à peine avons-nous pu maintenant reprendre le cours de notre développement, interrompu depuis 16 siècles, c'est-à-dire depuis que se sont précipitées les invasions barbares, et en peu de temps, *rien qu'en quelques dizaines d'années, nous sommes arrivés à être, de tous les états de la vallée du Danube, le plus grand, le plus compact, le plus civilisé, le plus riche, et à donner les preuves les plus indiscutables de notre valeur militaire, économique, administrative et sociale.* Nous avons aujourd'hui la voie libre, notre état est florissant. Aujourd'hui, nous ne devons rien à personne, excepté la dette que nous avons contractée envers la civilisation occidentale, qui nous a amenés où nous sommes, envers les pays d'Europe qui ont souci de l'avenir de notre civilisation. *L'empereur Trajan nous a établis ici comme une sentinelle de l'empire en face des barbares du nord et de l'est, et aujourd'hui même, après 18 siècles, notre rôle est encore celui d'une sentinelle.* C'est l'intérêt de l'Europe, et c'est sa volonté. Notre désir, notre devoir, nos sacrifices, notre intelligence, c'est à ce but seul qu'ils tendent; l'Europe n'a qu'à nous regarder faire.

## II.

Le royaume de Roumanie ne comprend dans ses limites qu'une moitié du peuple roumain; l'autre moitié se partage entre les Etats qui entourent la Roumanie; elle habite en

Serbie, en Bulgarie, dans la Bessarabie, province que les Russes nous ont enlevée, dans la Bucovine, dans la Macédoine, *mais c'est en Transylvanie et en général dans l'est de la Hongrie qu'il y a le plus de Roumains.*

Il va de soi que les Roumains du Royaume, ayant été les premiers à échapper à la fatalité du passé, furent aussi les premiers à se donner une culture propre et adéquate à leur nationalité ; il est donc naturel *que le centre de civilisation apparaisse dans la Roumanie libre.*

C'est en effet dans notre Etat que nous possédons notre Académie des Sciences, nos Universités nationales, que notre langue est le plus cultivée, que le mouvement littéraire est le plus intense ; c'est d'ici que la civilisation se propage à tout le peuple roumain. Nos voisins, Russes ou Allemands de l'Autriche, peuvent dominer nos frères, mais ils doivent se faire à l'idée que leurs concitoyens de race roumaine seront plus accessibles aux idées qui viennent de Bucarest qu'à toutes autres. L'influence civilisatrice du royaume roumain sur les Roumains des pays voisins est tout aussi naturelle que légitime : elle résulte, comme toute influence élémentaire, de l'état normal des choses.

Mais il serait tout aussi naturel et tout aussi légitime que notre influence civilisatrice fût vaincue par une autre influence supérieure, celle de nos voisins, et contre une telle influence nos protestations seraient mal fondées, peut-être même gagnerions-nous à être soumis à de telles influences, car nous serions, par cette pluralité d'influences, contraints de donner le plus de dé-

veloppement possible à toutes les aptitudes dont nous sommes capables, en tant que variété ethnique.

Nous ne craignons pas les influences; elles sont fatales et nécessaires pour le progrès; mais nous nous révoltions contre celles qui recourent à la violence. Le succès d'une influence devant être déterminé par une supériorité ou une infériorité ethnique, la lutte, dans ces conditions, est permise et fertile; mais elle devient détestable et périlleuse, lorsqu'elle recourt à des moyens violents, étrangers à tout sentiment humain. Et c'est précisément le cas où se trouvent nos frères de Transylvanie et de Hongrie.

En effet, nos voisins, les Magyars, ces descendants des Huns, qui ignorent les aspirations de la société contemporaine, essaient d'accomplir, sur une masse de Roumains de *trois millions*, ce que leurs frères par le sang, les Turcs, n'ont osé, à leur arrivée en Europe, pratiquer que sur un nombre restreint de captifs faits à la guerre; ils essaient de *magyariser dès le berceau*, comme nous le montrerons plus bas, les fils de nos frères de Transylvanie et de Hongrie, comme autrefois les Turcs formaient des enfants des chrétiens la phalange la plus sauvage de leur armée.

Cet atavisme qui se montre dans toute sa splendide brutalité, est un symptôme dont l'Europe éclairée doit tenir compte, car il est de nature à nuire à ses intérêts. L'Europe attend de nous de la prudence, mais elle doit se demander, non seulement si nous avons la force intellectuelle de comprendre ses intérêts, mais encore si, ayant

cette force, nous pouvons toujours sentir et travailler de manière à être prudents.

Les Magyars, sur qui n'ont eu aucune influence les idées de la grande Révolution de la fin du dernier siècle, ces hommes du moyen-âge égarés dans notre siècle, et n'ayant pas conscience de la lente évolution de la société contemporaine, veulent aujourd'hui, à la fin du XIX-e siècle, transformer *l'état hongrois* polyglotte, où ils ne représentent que 30% de la population, en un *état national magyar* ; ils n'ont qu'à le faire, s'ils le peuvent.

C'est leur affaire et celle de la monarchie austro-hongroise, que par leurs agissements ils tiennent dans une continuelle agitation.

Nous ne nous plaignons pas qu'il existe une lutte entre la direction que nous donnons à notre civilisation, et celle qui vient de Hongrie ; nous ne nous sommes pas plaints du zèle que mettent les Magyars à imposer aux Roumains pour leur civilisation un uniforme taillé à Pesth ; ils obéissent peut-être à un sentiment de conviction intime qu'un tel uniforme convient mieux au peuple roumain de Transylvanie que celui qu'il portait jusqu'à présent, et qui est purement roumain, et, pour nous, nous estimons ceux qui luttent au nom de convictions sincères.

Nous ne nous sommes pas plaints, parce que nous savions que les Magyars se donnent une peine inutile, et que leur impétuosité devra se briser, s'user contre *notre constance en tant que race, constance que le temps a si souvent éprouvée.*

Mais dans les derniers temps, ils ont résolu de *tout* mettre dans la balance, et voilà de quoi nous nous plaignons. Les Magyars sont décidés à fonder à tout prix un état magyar homogène, et, pour pouvoir déployer toute la force d'action qu'ils tiennent en réserve *ils font passer les Roumains en Europe pour un élément de désordre, pour que le royaume magyar paraisse par là en être réduit à l'état de légitime défense, et être en droit de mettre les Roumains hors la loi.* Voilà de quoi nous nous plaignons; nos frères se sont plaints eux-mêmes des injustices qu'on leur fait à l'intérieur, mais leurs protestations ont été et sont encore étouffées dans les prisons hongroises. Les peuples libres de l'Europe ne soupçonnent point et ne peuvent même soupçonner un tel état de choses. Il était par suite de notre devoir d'éclairer les étrangers touchant ces faits.

La statue qui se dresse en face de l'Université nous rappelle chaque jour le plus saint des devoirs, celui que nous avons à remplir envers nos frères qui gémissent sous le joug magyar; elle nous rappelle les sacrifices qu'ils ont faits eux pour nous et qui sont pour nous une perpétuelle impulsion à ce que nous prenions leur défense, comme ils resteraient un monument perpétuel de notre honte, si nous demeurions indifférents à leurs souffrances. C'est pourquoi, sans entrer dans l'étude des courants politiques qui ont déterminé les hommes d'état de notre pays à s'imposer la plus complète réserve en face des injustices commises sous nos yeux, nous, n'écoutant que la voix du devoir et de l'amour le plus naturel et le

plus légitime, nous nous sommes décidés à prendre la parole, alors que nos frères ne peuvent le faire, sûrs que faire bien connaître leur cause à l'Europe, c'est la gagner devant elle. Notre silence en de tels moments serait une faute dont nous resterions éternellement chargés.

Nous aimons nos frères d'au-delà des Carpathes, car c'est là que dans des temps difficiles a trouvé un asile le peuple roumain; c'est des montagnes de Transylvanie que nous sommes descendus pour reprendre possession de nos anciennes contrées, dévastées par les barbares; c'est avec le secours des Transylvains que nous sommes arrivés à être ce que nous sommes à l'heure actuelle, de sorte que nous n'avons pas seulement une obligation d'affection et de sympathie de race, mais un devoir même à remplir.

Voilà les motifs qui nous ont obligés à parler, alors qu'eux ne le peuvent faire, et que leurs publicistes sont persécutés; voilà pourquoi nous venons faire appel à l'amour de la vérité, au sentiment de justice de nos contemporains, et leur montrer que les efforts vers la civilisation de nos frères d'au-delà des Carpathes, sont accomplis dans des conditions tout à-fait attristantes, que l'Europe ne soupçonne pas et que, nous en sommes sûrs, elle ne permettra pas.

Nous apportons des actes historiques, tant du temps passé que du temps présent, pour prouver à ceux qui nous montreront de la bonne volonté et qui trouveront de l'intérêt à s'éclairer sur cette question, que toutes nos affirmations précitées ne sont que l'expression de la

réalité la plus palpable. Nous nous abstiendrons de tout commentaire, afin que l'opinion que l'on se formera sur cette question résulte tout entière des faits. C'est la première garantie de notre succès. C'est par l'histoire, c'est par la statistique que nous chercherons à préciser, dans ses traits généraux, la situation des Roumains de Hongrie et de Transylvanie, situation qui a été dernièrement l'objet d'une discussion animée dans la presse étrangère et surtout dans la presse allemande. De la lumière que nous venons faire, la vérité seule pourra sortir, et nous espérons qu'il en sortira aussi la justice.

Les Magyars se sont obstinés à soutenir que les Roumains ne sont autochthones ni en Transylvanie ni dans les autres contrées dépendantes de la Couronne de St. Etienne, mais que c'est une population venue postérieurement à la fondation de l'état magyar. Mais jusqu'à aujourd'hui ils n'ont pu apporter aucune preuve qui nous fasse voir à quelle époque et de quel pays les Roumains seraient venus s'établir dans les Carpathes. Tout au contraire, le plus ancien chroniqueur hongrois, l'anonyme qui fut notaire du roi Béla, soutient que lorsque les Magyars vinrent d'Asie, ils trouvèrent sur le territoire habité aujourd'hui par les Roumains, trois états roumains distincts, dont les princes ne furent pas vaincus, mais conclurent des traités d'alliance avec leurs voisins magyars. Et nous avons mainte preuve que jusqu'au XIII-e siècle, dans plusieurs contrées des Carpathes, les Roumains s'étaient organisés comme des hommes

libres sous leur *vayvodes* ou *kneaz*, vassaux des rois de Hongrie, mais jouissant de leurs propres lois.

Le roi Etienne I-er, le fondateur du royaume de Hongrie, après de sanglantes batailles livrées aux Transylvains, reconnut à la Transylvanie le titre de *duché* ou *vayvodie*. Ces vayvodes, quoique placés sous la suzeraineté des rois de Hongrie, avaient cependant une autorité propre, administrative et législative; ils avaient en outre l'attribut caractéristique de la suzeraineté au moyen-âge, le *jus collationis bonorum*, c'est-à-dire le droit de faire des donations de terres, droit dont les rois seuls jouissaient, aussi bien dans les états féodaux que dans ceux qui n'avaient point admis la féodalité.

Sous ses vayvodes vassaux de la Hongrie, la Transylvanie a joui de son autonomie jusqu'en 1526, date à laquelle la Hongrie tombe brisée par la puissance turque à la bataille de Mohács. A cette date, la Transylvanie se sépare de la Hongrie, devient indépendante et bien souvent, dans les actes officiels du XVI-e et du XVII-e siècle, nous la voyons s'intituler *Regnum Transylvaniae*. A la paix de Westphalie, en 1648, les cabinets de l'Europe ont compté la principauté de Transylvanie parmi les états libres et indépendants, et ses princes ont pris place dans la série des princes souverains. Durant près de deux siècles qu'a duré son indépendance, la Transylvanie a eu de longues et pénibles guerres à soutenir contre la Turquie; épuisée, elle chercha un appui au dehors, et c'est pourquoi elle céda la souveraineté du pays à la maison de Habsbourg, en la per-

sonne de Léopold I-er, à condition que le pays conservât son autonomie, le droit de choisir lui-même tous ses dignitaires et fonctionnaires, et de se gouverner d'après ses propres lois. L'empereur Léopold I-er a confirmé ces conditions par son décret du 4 Octobre 1691. C'est ainsi que s'est faite l'union *personnelle* de la Transylvanie avec la Hongrie, en la personne de Léopold I-er, roi de Hongrie. L'autonomie de la Transylvanie, telle qu'elle est spécifiée dans le traité avec Léopold, a été encore confirmée successivement par Charles VI dans sa Pragmatique-sanction, et par Marie-Thérèse. Joseph II, vers la fin de son règne, voulant doter les peuples de son empire de constitutions nouvelles, a suspendu celles qui étaient en vigueur, et a cherché à introduire des réformes dans le sens de ses idées. La diète de Transylvanie protesta en 1790 contre la violation que ces dispositions portaient à l'autonomie du pays, et l'agitation continua jusqu'en 1791, quand Léopold II rétablit de nouveau l'autonomie du pays, en confirmant toutes les dispositions du décret de 1691 et de la Pragmatique-sanction. Cette autonomie, après avoir encore une fois été confirmée en 1837, par l'empereur Ferdinand, fut, plus tard, en 1848 et en 1865, au mépris des traditions et du droit historique, sacrifiée au songe malade d'un état magyar unitaire et homogène.

Mais, aussi bien en 1848 qu'en 1865, et jusqu'à aujourd'hui, *les Roumains, continuant à garder fidèlement la tradition du pays, ont toujours et de toutes leurs forces protesté contre cette violation des traités et des lois fonda-*

*mentales du pays, contre ce mépris ouvertement exprimé de ses droits historiques.* Mais leurs démarches auprès de la Cour de Vienne ont été rendues vaines surtout par les circonstances politiques. Leur voix a été étouffée, avant de parvenir aux oreilles de l'Europe, par la tyrannie magyare, qui a déclaré et ne cesse de faire une guerre à mort à l'élément roumain, trop nombreux et trop compact.

Bien longtemps après l'arrivée des Madgyars, les Roumains étaient encore les maîtres dans leur patrie. Et il n'existe aucune preuve que ces hommes libres aient jamais été soumis soit en vertu du droit de conquête, soit de quelque autre.

C'est à peine vers la fin du XV-e siècle et au commencement du XVI-e, alors que les Roumains avaient consumé leurs forces dans les luttes avec les Turcs, que les Magyars se constituent leurs maîtres et créent des lois par lesquelles ils déclarent que les Roumains ne sont que tolérés sur le territoire de leurs propres aïeux.

Tandis donc qu'en Valachie et en Moldavie, les Roumains continuent à lutter contre les Turcs, ils en arrivent, en Transylvanie et en Hongrie, à être attachés à la glèbe et traités si rigoureusement que leurs prêtres eux-mêmes étaient soumis à la corvée. Seuls ceux d'entre eux qui reniaient leur foi et leur nationalité étaient admis au rang d'hommes libres. Le joug s'appesantissait de plus en plus lourd sur les Roumains, et les Magyars tendaient à leur complète destruction ; mais, en 1784, leur patience étant à bout de forces, ils se révoltèrent

sous leurs chefs Horia et Clochka. Pourtant, confiants dans l'esprit de justice des empereurs de la maison de Habsbourg et surtout dans l'humanité de Joseph II, ils ne tardèrent pas à s'apaiser, et obtinrent le droit de changer librement le lieu de leur demeure.

En 1850 enfin, après que la révolution magyare eût été étouffée, les Roumains obtinrent aussi le droit de propriété sur les terres qu'ils travaillaient, celui d'envoyer leurs enfants à l'école et celui d'occuper, s'ils en avaient les conditions requises, n'importe quelle fonction publique.

Parvenant ainsi à respirer plus librement, et jouissant d'une administration sévère, mais européenne, les Roumains sont saisis d'un puissant élan de développement. En quelques années, ils fondent plus de mille écoles rurales, et, quoique très pauvres, ils rassemblent des fonds et fondent plusieurs gymnases, écoles pédagogiques ou séminaires, et surtout envoient leurs jeunes gens aux universités allemandes, principalement à celles de Vienne et de Gratz; ils commencent même à rassembler des fonds pour l'établissement d'une Académie nationale.

En 1860, l'empereur François-Joseph, assez puissant encore pour pouvoir mettre un frein aux tendances asiatiques des descendants d'Attila, tourmenté du désir d'assurer le paisible développement des peuples de son empire, proclama le principe de l'égalité des droits des diverses nationalités, et décréta que chacune se servirait de sa propre langue, tant dans l'administration que

devant les tribunaux. C'est ainsi que ces trois millions de Roumains qui occupent, en masse compacte, la partie orientale de la monarchie, sont arrivés à introduire leur langue dans la vie publique de leur patrie.

Cette organisation était basée sur les traditions des pays qui constituent la monarchie, et spécialement sur celles de la Hongrie elle-même, qui de tout temps a été un état polyglotte; en même temps la consolidation de l'état exigeait que les fonctionnaires, et avant tous les juges connussent la langue, les intérêts spéciaux et les usages des populations qu'ils administraient.

Les Magyars ont eux-mêmes reconnu cette nécessité, et, au temps où ils luttèrent pour l'indépendance du royaume hongrois, leurs chefs ont solennellement promis non seulement de respecter les droits et le libre développement des nationalités, mais encore de les élargir et de les garantir par des lois spéciales. C'est ainsi qu'ils ont obtenu le concours d'un nombre remarquable de leurs concitoyens allemands, roumains et slaves, qu'ils ont pu s'unir aux Allemands d'au-delà de la Leitha, et, après l'échec subi par la monarchie en 1866, à Sadowa, en arriver à conclure le pacte dualiste.

En vertu des transactions dualistes, la diète de Bude-Pesth a même reconnu le caractère polyglotte de l'état hongrois et a voté en 1868 deux lois fondamentales.

*L'une de ces lois assure aux églises leur autonomie et le droit de fonder et de soutenir de leurs propres fonds des écoles nationales sur lesquelles l'état n'a qu'un droit de surveillance.*

*La seconde loi relative aux nationalités décrète:*

a) *que partout où, dans l'administration et devant les tribunaux, aurait été introduite la langue de l'une des nationalités, cette langue continuera également dans l'avenir à être langue officielle, en même temps que le hongrois;*

b) *que dans les districts habités par les Roumains, les Allemands et les Slaves, du budget commun l'on fonderait et soutiendrait des établissements d'éducation, où la jeunesse puisse faire ses études secondaires dans la langue maternelle.*

Ces deux lois, qui constituent le pacte fondamental du royaume hongrois, ont été faites par les Hongrois avec la restriction mentale qu'elles pourraient être plus tard violées. Cluj / Central University Library Cluj

Les Magyars ont beaucoup gagné au dualisme, mais leur rêve d'or, la création d'un état magyar indépendant, n'avait pu, ni cette fois, être réalisé. La folie de ce rêve n'a cessé de les hanter, et, soutenu par le fanatisme tenace qui caractérise leur race, il continue à être le but vers lequel convergent secrètement toutes leurs aspirations nationales et les manœuvres cachées de leur politique. La condition à laquelle ce rêve pourra être réalisé, n'est autre que l'absorption des nationalités par l'état hongrois, leur magyarisation à tout prix. Il va de soi que cette action ne peut se continuer que par la violation perpétuelle des lois de 1868. Habités même à vivre de l'exploitation de leurs concitoyens, les Magyars ne pouvaient admettre l'égalité et la libre concurrence. Leurs nobles, dépendants et en grande

partie ruinés, considéraient comme un droit d'occuper, même sans satisfaire aux conditions requises, les fonctions publiques, car les fonctions étaient leur apanage héréditaire. Ils ne voulaient donc pas se donner la peine d'apprendre la langue de ceux qu'ils voulaient administrer ou juger, et ils demandaient que les lois votées par le Parlement hongrois et sanctionnées par le roi de Hongrie, ne fussent pas exécutées.

Mais pour que la violation de ces lois fût possible, il fallait falsifier les institutions constitutionnelles, il fallait évincer du parlement hongrois les Allemands, les Roumains et les Slaves, *qui forment environ 70 % de la population de l'Etat hongrois.*

C'est pourquoi les élections au parlement sont devenues de véritables guerres civiles. La noblesse hongroise, pour laquelle les luttes politiques sont une question de conservation individuelle, terrorise les électeurs par les agents de la force publique et par des bandes organisées par leurs serviteurs ; ils excitent le peuple magyar contre les autres nations, violentent les consciences, achètent les votes avec de l'argent pris la plupart du temps dans les caisses de l'Etat, et récompensent les agents électoraux par des fonctions publiques.

Les élections, conduites par de tels hommes, dégénèrent en luttes ouvertes, dans lesquelles les morts et les blessés se comptent par dizaines, et les dévastations causent des pertes de centaines de mille de florins.

C'est surtout contre les Roumains, la plus compacte et la plus nombreuse d'entre les nationalités du royaume

hongrois, que l'on a pris des mesures même législatives. Du moment qu'en Transylvanie les Roumains forment plus de 70 % de la population totale, et peuvent donc en tout cas disposer de la majorité, non-seulement malgré toutes les protestations des Roumains l'on a décrété l'annexion au royaume de Hongrie de ce pays qui a toujours été autonome, mais encore l'on a créé pour lui une *loi électorale spéciale* par laquelle l'on accordait aux nobles le droit de vote sans aucun cens, tandis que l'on exige des autres citoyens le cens le plus élevé de l'Europe, qui est quatre fois plus grand que dans les autres parties du royaume hongrois, et, en comparaison de quelques contrées, même dix fois plus grand. Le nombre des députés est aussi fixé de telle manière que la répartition donne *un député pour trois à cinq mille habitants Magyars, tandis que pour les Roumains un député représente cinquante à soixante mille habitants*. En même temps, partout où les Roumains vivent en masses compactes, les cercles électoraux, administratifs et judiciaires, ont été formés de telle manière que les Magyars, quoiqu'en petit nombre, fussent près du centre, tandis que les Roumains doivent faire des voyages de trois à quatre jours, s'ils veulent prendre part à la vie publique.

Ainsi donc, la Transylvanie, quoique annexée à la Hongrie, a une loi électorale spéciale, forgée expressément contre la population roumaine.

Il est évident que nous, peuple européen, nous ne saurions prendre part à une telle vie publique.

C'est pourquoi les Roumains, qui forment la majorité

dans environ une centaine de cercles électoraux, voyant que c'est par l'effusion du sang, la dévastation, la violence et la corruption que la noblesse magyare procède aux élections, et voulant éviter tout contact avec les éléments corrompus, craignant en même temps que les luttes électorales ne dégénéraient en sanglantes révoltes, se sont en dernier lieu retirés de la vie publique du royaume hongrois.

C'est donc par la violence et la corruption, par la mauvaise foi et la violation des lois, c'est en amentant le peuple hongrois contre ses compatriotes, et en ne cessant de menacer la Couronne d'une révolution à *la Kosuth*, que la noblesse ruinée de la Hongrie est parvenue à obtenir qu'au parlement de Bude, *la nationalité magyare, en minorité dans le pays, fût seule représentée.*

Le parlement ainsi constitué a dû nécessairement laisser exploiter le pays par la noblesse, et a approuvé par ses bruyants applaudissements toutes les violations de lois, faites par le gouvernement hongrois aux dépens des nationalités.

Les hommes habitués à la vie politique de l'Europe ne peuvent se faire une idée de l'état digne de l'Asie où se trouvent aujourd'hui en Hongrie les différents pouvoirs de l'Etat.

*L'Eglise.* L'autonomie ecclésiastique, garantie pourtant par les lois, n'existe que pour les Magyars. Les Allemands et les Roumains, les Serbes, les Slovaques et les Ruthènes n'en jouissent qu'en apparence. C'est ainsi qu'aux Allemands et aux Slovaques l'on a presque partout imposé

pour évêques et pour prêtres des hommes qui ignorent la langue de leurs ouailles, et ont introduit la langue magyare aussi bien dans l'administration ecclésiastique que dans les écoles.

Les Serbes jouissaient depuis plusieurs siècles du droit de choisir leurs évêques ; le gouvernement hongrois leur a imposé d'abord comme administrateur du Patriarchat, puis ensuite comme Patriarche, le fameux Anghelici, qui sur son lit de mort a été assassiné par la coterie avec laquelle il gouvernait l'Eglise.

Les Roumains ont deux églises nationales, l'une gréco-catholique, l'autre gréco-orientale.

Dans l'église gréco-catholique, les Evêques sont nommés par le gouvernement et les prêtres par les Evêques.

La meilleure preuve de l'usage que sait faire le gouvernement du droit de recommander à la Couronne des évêques aux sièges vacants, est le malheur qui est depuis peu arrivé à *Feldru*, où l'Evêque, nommé par la Couronne à la suite de la recommandation faite par le gouvernement hongrois, voulant imposer un prêtre au moyen des gendarmes, a provoqué un conflit sanglant, dans lequel il y a eu 10 morts et 30 personnes grièvement blessées. — Est-il croyable que de pareilles choses se passent en pleine Europe ?

Les Roumains gréco-orientaux ont le droit d'élire leurs évêques comme leurs prêtres. Mais ils ne peuvent exercer ce droit qu'à condition d'élire les candidats agréés par la noblesse magyare.

Comme preuve, nous dirons qu'en 1875, les Roumains,

ayant pris leur droit au sérieux, élurent pour Métropolitain l'un de leurs plus distingués compatriotes, le plus ancien de leurs évêques. Le gouvernement agit de telle sorte que la Couronne n'a pas confirmé l'élu, et a élevé au siège vacant, par pression et par menaces, un homme que l'on peut évincer au premier jour, le jour où il ne voudra pas se soumettre aux ordres de la noblesse. Les Eglises sont donc autonomes, mais le gouvernement, par les Evêques qu'il impose, persécute sans pitié les prêtres qui ne sont pas à la disposition des agents électoraux. Mais l'on permet tout à ceux des prêtres qui rendent des services politiques.

A preuve, un seul cas :

L'un des chefs ecclésiastiques des Roumains, homme de confiance du gouvernement, membre dans la chambre des magnats et même conseiller intime de S. M. Apostolique, avait rassemblé, des prêtres de son diocèse, de l'argent destiné à la création d'un fonds pour les prêtres. Quelques années après, il fut constaté que S. Excellence, qui est très dépensière, avait détourné cet argent, qu'elle prétendait avoir placé à intérêt dans une banque. L'on ne pouvait imaginer de plus onéreuses conditions pour un détournement de fonds publics. Mais le coupable était un agent politique. Aussi le ministre des cultes de Hongrie lui prêta-t-il des fonds publics la somme nécessaire pour couvrir ses détournements, et le coupable est-il resté conseiller intime de S. M. Apostolique.

Il va de soi que de pareilles gens n'ont rien de mieux à faire que d'exécuter aveuglément les ordres qu'ils

reçoivent de Bude. Aussi, toutes les fois que les Roumains veulent faire une manifestation, le gouvernement se sert-il des évêques et des prêtres compromis pour neutraliser les efforts des Roumains, ou pour organiser des contre-manifestations. C'est pour quoi petit à petit les Roumains en sont arrivés à se rappeler avec regret le temps où les Evêques étaient de sincères intermédiaires entre le peuple et la Couronne.

*Administration.* Pour caractériser dès le commencement l'administration magyare, nous nous servons des expressions mêmes d'un des plus grands patriotes madgyars, de la déclaration de feu le baron Szennyei, qui, en 1871, à la Chambre de Buda-Pesth, en parlant sur l'administration, a dit, *qu'en Transylvanie l'état de l'administration est asiatique.* Et bien de véritables patriotes magyars ont reconnu, en différentes circonstances, que l'administration dans l'état hongrois est asiatique.

En Hongrie, les fonctionnaires administratifs sont élus, c'est-à-dire qu'ils sont nommés par les chefs des bandes électorales. Du moment que, pour l'occupation des fonctions, il n'y a point de qualités requises, les fonctions sont l'apanage de la noblesse ruinée. Ceux qui savent monter à cheval et chasser, manger et boire, dépenser leur fortune avec les femmes ou au jeu, tous ceux qui ne sont bons à rien autre, passent par l'urne pour entrer dans une fonction administrative. On ne saurait cependant exiger de ces nobles *cavaliers* de travailler ou de tenir compte des lois du pays.

C'est pourquoi ceux qui ont des diurnes et les fonc-

tionnaires inférieurs sont élus parmi les Allemands et les Slovaques, plus rarement parmi les Roumains ou les Serbes, qui peinent de toutes leurs forces à expédier les affaires courantes. De cette façon, les chefs, la plupart du temps, ne savent rien de ce qui se passe dans leurs bureaux. On ne leur demande rien, si ce n'est d'être de bons agents électoraux: s'ils ont à leur actif des succès électoraux, on leur pardonne leur négligence et même leurs dilapidations. C'est ainsi que le royaume hongrois est devenu la fable de tous par le grand nombre des dilapidations des deniers publics, bien que ceux-là seuls soient dénoncés comme dilapidateurs qui ne sont point de bons agents électoraux, tandis que le plus grand nombre des coupables continuent à porter le titre d'Excellences.

Partout où il y a des Roumains, et surtout en Transylvanie et dans le Banat, l'administration est publiquement organisée contre la population roumaine. Tous les postes administratifs, de haut en bas, sont aux mains d'hommes qui sont les ennemis déclarés de la nationalité roumaine. Conditions de capacité, connaissance de la langue et des habitudes du peuple, tout cela est passé sous silence; on exige des sentiments chauvinistes et des passions politiques sauvages. Pour que les Roumains soient admis dans l'administration, on exige d'eux, comme condition préalable, de renier leur nationalité. *On ne trouve pas, dans toute la Hongrie, un seul Roumain qui occupe un poste élevé dans l'administration.*

Et cependant, ces Roumains, ces malheureux Roumains, donnent au royaume hongrois, comme contribution du

sang, un contingent de 85.000 hommes pour l'armée permanente et de plus de 200.000 pour l'armée territoriale. C'est donc une chose qui va de soi que les nobles qui ne savent même pas écrire correctement leur langue maternelle, ne peuvent être obligés d'apprendre la langue de la population qu'ils administrent. C'est ainsi que la langue magyare a été imposée comme l'unique langue officielle, même dans les états où il ne se trouve pas deux personnes qui la comprennent. Il y a donc, dans le royaume hongrois, des milliers de villages, où le maire ne comprend rien aux actes de la commune, et signe aveuglément ce que veut le notaire, lequel est obligé de savoir le hongrois et est choisi le plus souvent parmi les prolétaires magyars complètement ruinés. Et c'est un fait avéré, que, dans les communes où se trouve un Juif, les Magyars l'imposent comme maire aux populations chrétiennes, parce qu'il est le meilleur agent de persécution et de magyarisation

Et, pour que l'intervention du gouvernement soit entièrement assurée, et puisse être directement exercée par voie administrative, l'institution des gendarmes pour la Transylvanie dépend directement du ministère de l'intérieur, tandis qu'en Hongrie elle dépend du ministère de la guerre.

C'est ainsi que les agents administratifs peuvent donner aux gendarmes l'ordre d'intervenir à main armée et de faire usage de leurs armes, à la plus innocente résistance; à preuve, le massacre qui a eu lieu, il y a peu de temps, à Feldru.

Mais, diront peut-être ceux qui sont habitués à la vie constitutionnelle de notre siècle, la loi porte d'autres dispositions. Le gouvernement hongrois ne tient aucun compte de ces dispositions de la loi. Le gouvernement a été interpellé au sein du parlement; le parlement a approuvé par de vifs applaudissements la manière de procéder du gouvernement.

Et même, un des chefs de l'opposition magyare, *aujourd'hui ministre de la justice* de la Hongrie, obligé de reconnaître que la loi n'est pas respectée, ne s'est pas gêné pour dire *que les nationalités ne méritent pas que la loi soit respectée. Ainsi donc, en Hongrie, il se trouve un homme, un ministre de la justice, pour ériger en maxime d'état le principe que la loi ne sera respectée que si le gouvernement le juge à propos.*

*Justice.* La justice ne peut exister dans un Etat dans lequel le respect de la loi n'est point mis au-dessus de toute autre considération.

A partir de Szeghedin, de Gross-Wardein, de Satmar, jusqu'aux frontières orientales de la monarchie, l'on trouve *trois millions de Roumains* parmi lesquels sont dispersés 600,000 Madgyars et à peu près 240,000 Allemands. La population entière parle le roumain; la langue roumaine est la langue commerciale sur toute l'étendue de ce territoire; les Magyars et les Allemands s'entendent entre eux en roumain. C'est à peine si 5,000 hommes comprennent la langue magyare, d'entre les Roumains et les Allemands. Néanmoins la langue magyare a été imposée comme seule langue admise dans tous les tribu-

naux de ce territoire; les juges sont des gens qui ne connaissent ni la langue ni les habitudes des populations roumaines, ni celles des Allemands, et même à ceux qui, par hasard, savent la langue roumaine, il leurs est défendu de s'en servir dans l'exercice de leurs fonctions. Les juges n'ont pas l'autorisation de recevoir un acte écrit en roumain ou en allemand, pas même un contrat ou une quittance.

Ainsi donc, pour le Roumain aussi bien que pour l'Allemand, la justice est avant tout plus chère que pour le Magyar, car le Roumain ou l'Allemand doit payer pour la traduction de ses actes en langue magyare, et doit parler au juge par l'intermédiaire d'un interprète qu'il doit payer. L'injustice nous paraîtra plus flagrante encore si nous nous rendons compte que, devant ces mêmes tribunaux, autrefois, pendant de longues années, tous les actes se faisaient en roumain ou en allemand. C'est ainsi que les juges ne comprennent pas les actes des archives de leur propre tribunal, et les intéressés sont souvent obligés de faire traduire même les actes des archives du tribunal.

*Voilà comment la justice devient un leurre, surtout pour les grandes masses de la population, qui le plus souvent ne s'entend avec le juge que par l'intermédiaire d'un domestique de la chancellerie, lequel est incapable d'une exacte traduction. Les juges donc, dans la plupart des cas, même s'ils ont l'amour de la justice, se trouvent dans l'impossibilité de découvrir le bon droit, et l'amour de la jus-*

tice est une vertu tout-à-fait rare là où le respect de la loi ne prime point tous les autres intérêts.

La cour d'assises de Hermanstadt a acquitté trois journalistes roumains, qui avaient insisté pour que la loi de 1868 fût respectée. Le gouvernement, cependant, au lieu de tirer de ce verdict ses conséquences logiques, a supprimé la Cour d'assises de Hermanstadt et a ordonné qu'elle se réunirait à Klausenburg, ville magyare, centre de la noblesse magyare de Transylvanie. Dès ce jour, les journalistes roumains furent donc jugés par leurs adversaires politiques, dont aucun ne savait le roumain, et qui par conséquent se trouvaient tous dans l'impossibilité de comprendre soit les articles incriminés, soit la défense des journalistes, qui, ne sachant pas le magyar, se sont défendus dans leur langue maternelle, en vertu de la loi de 1868. Ainsi donc, dans un pays où la loi donne à chaque citoyen le droit de se défendre dans sa langue maternelle, les juges ne sont pourtant pas obligés à comprendre la défense, et un interprète doit servir d'intermédiaire, tellement, quellement, pour que les juges et les accusés puissent s'entendre ; et, malgré tout, 13 journalistes roumains ont été condamnés, sous prétexte d'agitation contre le peuple magyar, à la prison et à de fortes amendes. Les juges étaient tous magyars et par conséquent ils se trouvaient être en même temps accusateurs de ceux qu'ils jugeaient. Et la preuve la plus frappante de la falsification des notions de justice chez les Magyars, ce sont les mots célèbres, qu'un procureur magyar prononçait devant les jurés de la cour d'Arad, dans le procès de presse in-

tenté au général Trajan Doda, qu'avant *d'être des juges impartiaux, ils devaient d'abord prouver qu'ils étaient de bons Magyars*. Et ils ont donné la preuve qu'on leur demandait. C'est ainsi que le général Doda, qui a servi près d'un demi-siècle avec dévouement sa patrie et son empereur, a été condamné, à la fin de sa glorieuse carrière, par les Magyars, comme coupable d'agitation contre un Etat magyar imaginaire.

*Et il a fallu que l'empereur, usant du droit de grâce, intervînt lui-même, pour que l'honneur militaire, les services poussés jusqu'au sacrifice, le dévouement inébranlable au Trône, et la vie même du général Doda, menacée par les Magyars, fussent sauvés.*

Mais l'absence de justice ne se fait pas sentir seulement dans les relations de droit public. Beaucoup de Roumains innocents gémissent dans les cachots hongrois, ou sont frappés de peines trop sévères, parce qu'ils ne peuvent s'entendre avec leurs juges, ou parce qu'ils ne sont pas jugés dignes de la protection des lois, et à beaucoup l'on fait tort dans des procès de droit civil, surtout lorsque la partie adverse est un Magyar.

Nous citerons une série de cas spéciaux.

Après que la révolution magyare de 1848-49 eût été étouffée, les anciens corvéables devinrent propriétaires et reçurent leurs lopins de terre en plusieurs petits lots. Cet acte de rendre propriétaires les paysans, n'avait pas été exécuté par la noblesse magyare, mais par le gouvernement autrichien qui était, il est vrai, absolutiste, mais aimait la justice.

C'est pourquoi les propriétaires magyars ont plus tard essayé par tous les moyens d'enlever aux Roumains leurs petits lopins de terre.

C'est ainsi qu'un grand nombre de paysans roumains, devenus propriétaires, ont été, après 1868, privés de leurs champs par les propriétaires magyars, sous prétexte qu'ils n'avaient pas été primitivement corvéables, c'est-à-dire petits propriétaires, mais journaliers, c'est-à-dire ouvriers engagés pour travailler ces campagnes sur lesquelles ils n'auraient eu donc aucun droit, et qui appartenaient aux nobles.

C'est ainsi qu'on a vu des villages entiers dépossédés, des centaines de familles roumaines sur le pavé, quoi qu'ils fussent dans toutes les conditions légales. D'autre part, le parlement de Buda-Pesth a voté une loi en vertu de laquelle les lots devaient être agglomérés, si la majorité des propriétaires demandait l'agglomération. Se servant donc de cette loi, les nobles ruinés exigent l'agglomération et ils font de sorte qu'à ce nouveau partage des propriétés, on leur donne à eux la partie la plus productive des terres, tandis qu'aux pauvres Roumains il ne reste que des terrains stériles qui n'ont aucune valeur.

Par cette loi donc de l'agglomération, et par les dispositions relatives aux journaliers, les malheureux agriculteurs roumains, qui ont pu conserver un peu de terrain, se trouvent toujours exposés à être expulsés de leurs foyers et des terres qu'ils tiennent de leurs aïeux.

Avant 1867, plusieurs nobles Magyars ont mis en vente leurs terres qui furent achetées par des Roumains

associés ou par des communes roumaines associées entre elles. Ces ventes furent légalisées par les tribunaux respectifs. Après 1867, l'on a intenté des procès aux acheteurs roumains et on leur a repris leurs terres, sous prétexte qu'elles n'étaient pas la propriété des vendeurs. Des villages entiers de Roumains furent ainsi complètement ruinés, surtout dans le comitat d'Albe-la-Basse et dans le comitat de Kövar.

Il est donc dans la nature des choses que le Roumain perde sa foi en la justice, alors qu'il considère les juges comme ses ennemis ; il est naturel qu'il désire revenir au temps de l'absolutisme autrichien, au temps où les lois étaient dures, mais étaient appliquées à tous dans la même mesure. Et en effet, le Roumain et le Magyar, l'ancien corvéable et l'ancien noble, sont égaux seulement devant le texte de la loi. Mais cette loi s'applique ainsi que le demandent les intérêts spéciaux des Magyars.

*Etat de civilisation.* L'administration marâtre et la justice partielle ont appauvri le peuple roumain, mais la langue roumaine s'est conservée néanmoins dans toute sa pureté dans l'école et au sein de la famille. C'est surtout sur cette question que se livre la lutte la plus vive. Les Magyars ont compris que la langue et les traditions d'un peuple sont pour lui le soutien le plus puissant, dans la lutte pour l'existence contre les tendances de dénationalisation. C'est donc surtout contre la langue et la civilisation roumaine, que se sont acharnés ces dignes descendants des Huns, avec toute la furie de leur fanatisme ; c'est dans la suppression de la langue et de l'édu-

cation roumaine qu'ils voient les conditions de réalisation de leur idéal d'un Etat national Magyar. Voilà pourquoi cette lutte est présentée comme une cause nationale magyare, comme une sorte de croisade, à laquelle la noblesse pousse le peuple magyar tout entier à prendre part. Et pour réussir dans leur entreprise, pour exciter avec plus de succès le peuple magyar contre les nationalités, la noblesse, d'accord avec le gouvernement, a organisé le prolétariat littéraire, afin d'entretenir une agitation permanente par le moyen des journaux et des brochures, aussi bien contre les nationalités que contre la Dynastie.

C'est ce qui a produit en Hongrie le courant chauviniste, qui tient une grande partie de la société orientale en une perpétuelle fermentation.

Et afin que leur action destructive des nationalités portât plus de fruits, la noblesse, unie au prolétariat littéraire, a organisé dans les pays de la couronne de Hongrie, des *réunions de culture*, qui, sous prétexte de vouloir répandre la civilisation, grâce aux pressions le plus diverses, réunit des fonds, agit et organise les masses, persécute, espionne, dénonce, se rend maîtresse de toute la vie commune et ne recule devant aucun moyen pour arriver à son but, la magyarisation, à tout prix, et par n'importe quelle voie, des nationalités et spécialement du peuple roumain, car c'est en Transylvanie qu'est le centre d'action de ces sortes d'associations.

C'est par de tels moyens que, pleine de morgue, et impitoyable, arrive à dominer à la tête de l'Etat, cette

ligue d'exploitation. Il est évident que cette ligue sera renversée dès que s'élèveront, du sein des peuples du royaume hongrois, des hommes indépendants qui comprendront que l'équilibre et la bonne entente entre les peuples de la Hongrie doivent être rétablis. C'est pourquoi la noblesse tient à tout prix à avoir en ses mains les écoles et l'éducation, afin d'arrêter chez les Roumains, les Allemands et les Slaves, le développement de la civilisation.

C'est ainsi que l'action directe de l'Etat, passant de l'administration et de la justice dans les écoles, s'est précipitée avec toute sa sauvagerie jusque dans les secrets mêmes des familles roumaines.

1) Quoique la loi de 1868 dispose que, du budget de l'Etat l'on fonde et l'on soutienne des écoles secondaires, dans lesquelles les Roumains, les Allemands et les Slaves puissent faire leurs études en leur langue maternelle, le gouvernement, non seulement n'a pas fondé ces écoles, mais a même magyarisé celles qui existaient auparavant, ce qui fait qu'il y a en Hongrie quantité de lycées, dans lesquels 70, 80 et même 90 % des élèves doivent faire leurs études dans une langue qu'ils ne comprennent pas, dont ils ne peuvent se rendre maîtres qu'au prix de grandes difficultés et après un long intervalle de temps. Ils se trouvent ainsi dans l'impossibilité de comprendre les leçons. Les Roumains ont eu l'année dernière à souffrir d'un attentat de cette nature. Le lycée roumain de Beiuș a dû accepter, comme langue des cours, la langue magyare, et le lycée roumain de Năsăud est aussi sur le point d'être également magyarisé.

2) Bien que l'église jouisse de l'autonomie, la langue magyare a été imposée même dans les écoles secondaires, qui sont soutenues par les fonds des églises, et elle l'a été même comme seule langue des cours.

3) Dans les écoles rurales, qui sont soutenues par les contributions particulières des Roumains, en violation également des lois de 1868, la langue magyare a été imposée comme sujet d'enseignement, et les instituteurs sont obligés de l'enseigner *pendant 19 heures par semaine*, de sorte que, pour les autres études du programme, et pour la langue maternelle, il ne reste plus que huit, ou, au plus, douze heures par semaine.

4) Le gouvernement viole la loi lorsqu'il n'ouvre pas des écoles pour les nationalités prenant les fonds au budget de l'état; il la viole encore quand il impose la langue magyare comme seule langue des cours dans les écoles qui existaient auparavant. Ce n'est pas tout: *le gouvernement magyar ne permet pas aux Roumains, même avec leurs propres fonds, d'ouvrir des écoles*. C'est ainsi qu'à Caransebeș, les Roumains ont recueilli, malgré leur misère, les fonds nécessaires pour ouvrir et soutenir un lycée roumain. Mais, malgré tous leurs efforts réitérés, ils n'ont pu obtenir jusqu'à présent la permission de l'ouvrir.

5) Aux jeunes Roumains qui reçoivent des subsides des fonds nationaux, le gouvernement ne *permet pas de faire leurs études en Allemagne ou dans tout autre pays de l'ouest, quoique ces subsides soient destinés, par les dispositions mêmes testamentaires des fondateurs, à ce que ces études soient faites dans les pays occidentaux*.

6) Tous ceux d'entre ces jeunes Roumains, Allemands ou Slaves qui font leurs études en Allemagne, en France ou en Italie, qu'ils soient médecins ou ingénieurs, sont persécutés à leur retour au pays. C'est ainsi que les jeunes Roumains qui n'ont pas fait leurs études à Buda-Pesth ou à Clausenburg, mais aux écoles supérieures de l'Occident, et surtout à Vienne, *ont tous été forcés à la fin d'émigrer ici, dans notre pays.*

7) Enfin, ce qui est le comble du plus enragé chauvinisme, on agite maintenant la Hongrie pour amener la chambre à voter une loi *par laquelle on fonderait dans tous les villages des asiles d'enfants*, auxquels les parents seraient obligés d'envoyer les leurs à partir *de l'âge de trois ans*. Cette loi est la mesure la plus extrême de dénationalisation, c'est un attentat patent à l'existence des nationalités et à l'esprit de notre temps. Les tendres rejetons des parents non-magyars se modèleront forcément au moule des âpres tendances des Magyars : ils murmureront leurs prières en une langue inconnue, et perdront le sentiment de leur race et l'amour de leurs parents : *le chauvinisme magyar veut des jannissaires, afin qu'on ne puisse dire qu'ils sont restés au-dessous des Osmanlis d'autrefois.*

Nulle part en Europe, nulle part sur le globe, jamais depuis que les hommes se sont constitués en société, ne s'est vue semblable pression.

Il n'est pas question ici d'un peuple qui défend son existence ou qui lutte pour une autorité légitime, mais

de faits qui sont la contradiction de l'esprit européen, et de toute la civilisation moderne.

Pour les maîtres actuels de la Hongrie, il n'y pas eu de grands philosophes au siècle passé, il n'y a pas eu la grande Révolution qui a secoué la société européenne, il n'y a pas d'égalité, de fraternité et de liberté, il n'y a rien, ni respect sans condition des lois, ni droit pour chacun de se développer selon ses aptitudes.

Il y a en Europe des peuples qui ont peu de droits au développement; que ce soit cependant en Turquie ou même en Russie, le peu de droits qu'ils ont sont respectés: dans le royaume hongrois font défaut la protection et la sainteté des lois; ici ceux qui demandent le respect des lois sont jetés dans les cachots.

Loin de nous l'idée que nos frères d'au-delà des Carpathes pourraient être dénationalisés par suite des efforts de ceux qui soutiennent le courant chauviniste hongrois. Les Roumains ne deviendront jamais Magyars, comme ils ne sont devenus ni Huns, ni Avars, ni Petchénégues, ni Cumans, ni Tartares, ni Turcs, quoique ç'ait été dans des temps tout autres que ces peuples aient été les maîtres des descendants des légionnaires de Trajan. C'est un triste abandon que celui où gémissent ces descendants du fier peuple romain, mais ils ont pourtant conservé deux choses en eux: *l'aptitude intellectuelle*, par laquelle ils sont arrivés dans l'espace de quelques dizaines d'années au niveau européen, et *la vitalité de la race*, par laquelle ils se sont soutenus pendant près de mille ans, même là où bien

d'autres peuples qui ont répandu la terreur, se sont éteints dans des contorsions horribles.

Ce ne sont pas les Magyars qui feront disparaître ceux qui, dans les temps les plus difficiles, ont été la force de la race roumaine, et les conservateurs du sentiment de cette race, au milieu des sentinelles les plus avancées du monde antique. Les Roumains resteront, prospéreront et fleuriront là où les a placés Trajan, le divin Empereur, pour accomplir, alors que le moment en sera venu, la destinée civilisatrice pour laquelle ils ont été amenés et laissés ici.

Nos frères d'au-delà des Carpathes n'ont pas besoin de notre aide pour sortir victorieux et plus forts que jamais, de la lutte des races que leur imposent leurs compatriotes magyars. Nous donc, non seulement comme Roumains, mais comme disciples du monde occidental et soutiens des idées de fraternité civilisatrice, nous prenons place dans les rangs de ceux qui combattent le chauvinisme magyar.

Notre pays, il y a quelques dizaines d'années, quoique placé sur un échelon inférieur de la civilisation, a envoyé chaque année plusieurs centaines de jeunes gens en Allemagne, en France et en Italie, pour y puiser une éducation moderne et l'amour de la manière de vivre du monde occidental. Et la preuve que le pays était accessible à la civilisation moderne et à la vie occidentale, c'est le moderne état roumain, dans lequel les réformes les plus libérales se sont opérées sans effusion de sang, dans lequel les institutions les plus libérales peu-

vent fonctionner sans produire de troubles sociaux. Ici, dans notre pays, n'importe qui peut parler, en n'importe quelle langue, et dans n'importe quel sens ; les associations, les réunions publiques, la presse et les confessions religieuses sont complètement libres ; ici le verdict de la cour d'assises est définitif dans toutes les questions pénales, la peine de mort a été supprimée et on ne sent pas le besoin de la rétablir.

Jamais dans notre pays il n'a existé une noblesse dans le sens que le mot avait au moyen-âge ; mais il a existé des classes dirigeantes qui se sont créé des privilèges et ont exploité le pays. Ces classes n'ont pas de leur plein gré renoncé à leurs privilèges ; pourtant, quoiqu'en grande partie composées d'éléments étrangers, ces classes ont cédé au temps, se sont soumises, et ont renoncé à leurs privilèges, sans faire aucune tentative pour les recouvrer. Pourquoi cela ? C'est qu'elles savaient que le peuple roumain est entièrement imbu de l'esprit égalitaire des temps modernes. Notre peuple peut donc se vanter d'avoir amené, même les plus réactionnaires d'entre les ex-classes privilégiées, à faire profession de libéralisme et à accomplir des actes libéraux.

Nous, la jeunesse universitaire roumaine, nous ne voulons pas nous occuper des conflits intérieurs de nos voisins, mais nous faisons appel à toute la jeunesse libérale de l'Europe, pour qu'elle joigne ses efforts aux nôtres, afin de forcer les nobles réactionnaires de Hongrie à céder au temps, à se soumettre, et à faire acte de libéralisme.

Pendant la dernière guerre que la Russie a faite à l'empire ottoman, les armées russes ont passé sur le territoire roumain, et l'armée roumaine était concentrée sur la rive gauche du Danube. Pas même après le passage du Danube par l'armée roumaine, le gouvernement de Roumanie n'a suspendu la moindre des libertés publiques, et le Tzar Alexandre II, tombé plus tard, au milieu de sa capitale, victime d'un horrible attentat, a vécu en homme libre dans un pays libre.

Dans le royaume hongrois, l'exécution des lois libérales est suspendue même en temps de paix, et pour la malheureuse installation d'un prêtre, les gendarmes tirent sur le peuple, font 30 blessés et 10 morts.

La position de notre pays est tout-à-fait difficile.

La société russe est tenue dans une continuelle fermentation par une des plus formidables sociétés secrètes.

En Bulgarie, un prince généreux a été détrôné, et son successeur ne garde sa couronne qu'à force de mesures exceptionnelles, et, après tant années, il n'a pas réussi à obtenir des puissances européennes qu'elles reconnussent son gouvernement.

En Serbie, un roi enfant se trouve placé entre son père, roi qui a abdiqué, et sa mère, reine qui a été détrônée.

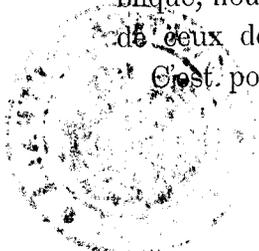
Dans le royaume hongrois, couve, sous la cendre, un feu dont les ravages seront incalculables.

Entre ces pays, le nôtre où tous les persécutés trouvent asile et protection. C'est ici qu'accourt le nihiliste échappé au gibet ou aux travaux forcés de la Sibérie, et l'air de liberté qu'il respire dans notre pays, le trans-

forme en le plus doux des hommes; ici accourent les fuyards de Bulgarie et de Serbie, et ou ils renoncent à projeter dorénavant la chute des trônes, ou ils se trouvent amenés en face de la cour d'assises où les jurés sont des citoyens libres; ici accourent enfin par milliers les Roumains qui s'enfuient des pays dépendants de la Couronne de Saint-Etienne, et ils nous aident à parachever l'organisation de l'état roumain, et à propager la civilisation dans les masses retardataires encore de notre population.

Qu'ils viennent, car s'ils retournent jamais, les uns ou les autres, dans leur patrie, ils y porteront avec eux l'amour de notre pays, de ses libres institutions, et il nous restera, à nous, la conscience d'avoir propagé en Orient l'esprit libéral, et la conviction qu'une vraie et sincère liberté est la meilleure défense contre la trahison et les conspirations de détronement, et le meilleur moyen de consolidation sociale. Les troubles qui agitent nos voisins, tout autour de notre pays, nous tiennent cependant sous le coup d'une émotion continuelle et ne nous permettent pas de poursuivre paisiblement notre oeuvre civilisatrice. C'est surtout nos voisins d'au-delà des montagnes, qui nous inspirent les plus sérieuses inquiétudes. Au milieu de cette fermentation, nous ne pouvons rester indifférents, et, au nom de la position difficile qui nous sera faite lorsque nous serons entrés dans la vie publique, nous venons demander l'appui et les sympathies de ceux de notre âge.

C'est pourquoi nous ne demandons point à être crus



sur parole; nous nous adressons à la jeunesse intelligente et cultivée de l'Europe, et à tous ceux que préoccupent le progrès et la paix de l'humanité, nous leur disons expressément:

Portez vos regards sur l'Orient; efforcez-vous de vous assurer par vous-mêmes ou par ceux en qui vous avez confiance, de ce qui se passe dans le royaume de Hongrie, et par la parole aussi bien que par vos écrits, faites que la vérité apparaisse dans son jour.

Alors, lorsqu'elle verra que l'Europe sait parfaitement ce qui se passe, la réaction hongroise cédera à son tour, se soumettra, fera acte de libéralisme, et épargnera ainsi aux nationalités une situation aiguë, au plus haut point dommageable à la cause du progrès et de la paix.

Et, si la réaction de Hongrie ne voudra point céder au temps, il sera évident que, même après avoir vécu dix siècles en Europe, le peuple magyar n'a pu dépouiller le vieil homme touranien et entrer dans la grande fraternité civilisatrice des peuples aryens; quant à nous, Roumains, il nous sera imposé une lutte pénible, que nous aurions voulu éviter, mais que nous acceptons franchement, dans l'intérêt des lumières et de la liberté.



La présente charte ne renferme pas *tous les Roumains de l'Hongrie*.

Pour n'être pas accusés de partialité, nous donnons ici le travail d'un *auteur étranger*, qui s'étant servi de dates inexactes (statistiques officielles), traite trop sommairement les Roumains.

L'élément roumain s'étend beaucoup plus loin encore vers la Tissa

**HARTA**  
 etnografică  
 a  
**REGATULUI UNGAR**  
 după ANDREE  
 și a  
**ROMÂNILOR**  
 DE LA DUNĂRE

- Unguri
- Romani
- Germani
- Slavi
- Ruteni

